



LA COHESION SOCIALE MISE A MAL DANS LE GRAND OUEST

Les tueries perpétrées début juin dans la zone de Duékoué, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, ont choqué la nation ivoirienne. Des semaines après, les effets se font toujours sentir surtout parmi les milliers de personnes qui ont dû quitter leurs foyers à cause des violences.

La mission catholique « Enfant Jésus de Duékoué » grouille de monde. Environ 10 000 déplacés, en majorité des vieux et des enfants vont et viennent dans ce lieu saint où ils ont trouvé refuge après les tristes événements de Guitrozon et de Petit Duékoué. « Il y a eu des moments où la mission a accueilli plus de 15 000 déplacés », confie le curé de la paroisse, « ils viennent d'eux-mêmes ou sont souvent convoyés par les autorités municipales et nous n'y pouvons rien. » A l'entrée de la mission, on trouve un marché à ciel ouvert où sont exposés poissons séchés, produits vivriers et nourritures du terroir dans des conditions d'hygiène déplorable. Les mères de famille qui essaient malgré tout de se faire des sous pour continuer de subvenir aux besoins de leur famille semblent ne pas se soucier de l'insalubrité régnante. Sous les tentes dressées par les humanitaires, des personnes du troisième âge sont étendues sur de vieux matelas ou des nattes pour les moins « fortunés ». Pendant que les hommes discutent, les femmes préparent le repas. Le menu ne varie presque jamais. Du placali (pâte de manioc cuite) accompagné d'une sauce sombre et gluante.

Oisifs, les jeunes errent à longueur de journée et passent leur temps à discuter en fumant une cigarette. De quoi parlent-ils. « Nous parlons de notre avenir », rétorque Koulade Basile, un vendeur de bonbons et de cigarettes. Les enfants, eux, essaient tant bien que mal de se distraire. Ils se lancent des pierres et courent dans tous les sens. L'arrière-cour qui sert de maison aux soeurs, est elle aussi prise d'assaut par les déplacés. Dans leur fuite contre la mort, les populations ont déserté maisons, habitations et champs pour trouver refuge dans cette mission. Depuis, ils y ont élu domicile et ne comptent quitter les lieux que lorsque toutes les garanties de sécurité leur seront données. Ni le passage du Chef d'État-major, ni celui du Premier Ministre ou du Président de la République ne leur ont redonné confiance. Personne n'a bougé, tous refusent de retourner dans ces villages qui leur laissent un souvenir amer et où certains ont parfois tout perdu. Aujourd'hui le curé de la paroisse, que tous ici appellent affectueusement père Sisco, a un message important pour les déplacés originaires de Duékoué. Il est temps pour eux de quitter la mission. « L'ONUCI et les FANCI, l'armée régulière, organisent des patrouilles mixtes comme vous pouvez le constater et la sécurité est garantie partout, donc, vous pouvez désormais retourner dans vos familles, dans vos villages, car la vie y est meilleure, »

explique-t-il. Le père François est conscient des problèmes qu'endurent les déplacés dans cette mission ou l'insalubrité s'est progressivement installée. « La vidange des latrines et des douches s'impose et si nous ne le faisons pas rapidement, je crains que cela n'entraîne une épidémie de choléra, » s'inquiète le père François.

Dans ce camp, les quatre tonnes de riz distribué à raison de quatre kilos par personne n'ont pas suffi aux déplacés. Du coup, il est temps de les sensibiliser et de les inciter à regagner leurs foyers. L'appel a été entendu et quelques milliers de déplacés sont reparties vers leurs habitations. Mais il y a les autres, ceux qui ont tout perdu et sont encore réfugiés à la mission. Pour Victor Gba, qui est le porte-parole des déplacés, « il y a des cas spécifiques dont il faut tenir compte car pour les habitants de Fengolo, Diapahi, Yrozon, Blodi et Gozon, ils ne peuvent rentrer chez eux puisque leurs maisons ont été incendiées ».

Pour Victor Gba, les déplacés sont aujourd'hui au nombre de 6000 au sein de la mission catholique. Ils souhaitent retourner dans leurs villages mais ils évoquent toujours le problème de l'insécurité. Malgré la militarisation de la région ouest, les déplacés ne se sentent pas prêts à retourner chez eux et Victor Gba doute ouvertement de l'efficacité d'une telle décision. « Ces mesures concernent avant tout les villes et dans les villages personne ne nous protégera, sauf à déployer 10 à 15 militaires dans chaque village », insiste-t-il. « Une requête totalement utopique, » selon un militaire qui, sous couvert de l'anonymat, assure que l'armée ne dispose pas d'effectifs suffisants pour déployer autant de militaires dans les villages.

Face à cette situation, l'ONUCI a réagi en privilégiant un contact plus direct avec les populations locales. C'est ainsi qu'un détachement de Casques bleus togolais a été déployé dans le quartier de Carrefour, ou quartier Diaye Bernard, un quartier très cosmopolite à dominante Guéré et qui sert de base aux milices APWE, FLGO. D'ailleurs, le « commandant Colombo », le chef de l'APWE, n'a pas apprécié ce déploiement et l'a fait savoir au Capitaine du qui dirige le détachement togolais. « A notre arrivée sur le site, il est venu et nous a menacé en disant que nous étions sur son territoire et que nous devions nous en aller, faute de quoi il nous tuerait, » explique le Capitaine. Le détachement sénégalais qui était installé à Gueybly, dans la zone de confiance, a été remplacé par un détachement béninois. Cette stratégie de communication alliée à la politique de sécurité de l'ONUCI est un succès à Duékoué et ses environs. Les habitants sont unanimes, les bangladais sont gentils mais ils ne parlent pas le français. « Plusieurs fois nous étions en danger et nous sommes allés vers eux pour expliquer notre problème, mais nous nous sommes heurtés à un mur et ils nous regardaient sans rien comprendre, » affirme Guelayiby Alfred, cordonnier à Fengolo, et l'un des déplacés de la mission catholique.

« Aujourd'hui, le dialogue a repris et on espère que dans peu de temps, les Guéré retourneront vivre dans leur quartier, » nous confie Cheikh Touré, représentant la Division des droits de l'homme de l'ONUCI qui joue un véritable rôle de cheville ouvrière dans le plaidoyer et la médiation dans les villages de l'ouest affectés par la crise. Toutefois, face à la crise récente, si dans les villes la sensibilisation a un temps soit peu fait baisser la

tension, on remarque que la soif de vengeance s'est transportée dans les villages et les campements. Ainsi, dans les campements les plus reculés, il ne se passe pas une semaine sans qu'un meurtre au moins ne soit signalé aux Casques bleus. Conséquence de cette situation, les habitants des villages et campements vivent dans une hantise. « Nous vivons dans l'insécurité totale et pour cette raison, nous nous organisons selon nos propres moyens. Dès que les assaillants arrivent, les femmes et les enfants quittent le village les premiers pour se réfugier dans les campements environnants. Quant à nous les hommes, nous nous enfuyons dans la forêt, jusqu'à ce que la situation se soit calmée, » raconte Séraphin Kouakou, planteur baoulé dans le village de Bohoussoukro.

Cette stratégie n'a pas toujours été payante puisque Noé Yao, planteur de café cacao, y a malheureusement perdu la vie le 19 juin. « Son corps a été retrouvé inanimé, criblé de balles et son visage balaféré à coups de machette, » explique Seraphin Kouakou. Malgré les récentes mesures de sécurité prises par le chef de l'État ivoirien, les gens restent sceptiques et veulent désormais que les discours se traduisent désormais en actes, d'autant plus que ce cycle infernal de violence et d'intolérance a mis à mal la cohésion sociale.



Produced by the UNOCI Office for Public Information. July 2005.

Disclaimer - This publication is for information only and is not an official document of the United Nations. The views expressed do not necessarily represent the views of the United Nations or the United Nations Mission in Cote d'Ivoire.